



BIO
BOURGOGNE -
FRANCHE-COMTÉ



CHAMBRES
D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



Premier rendez-vous des Grandes Cultures BIO en Bourgogne-Franche-Comté



Jeudi 12 octobre 2023
Lycée Agricole Fontaines Sud-Bourgogne



Regards croisés sur la situation et perspectives

Synthèse de la table ronde



Présents à la table ronde :

- **Benoit MEOT**, céréalier en Cote d'Or
- **Paul GETTI**, responsable commercial chez Maison Marion
- **Guillaume CONSEIL**, Président de COCEBI

Table Ronde animée par **Maxime HARAN**, chargé de mission filière à Bio BFC.

La synthèse ne rapporte pas les propos nommément mais correspondent à ceux des invités de la table ronde et aux échanges avec les participants dans la salle.

Synthèse de la table ronde

- En 10 ans les surfaces et les volumes collectés ont été multiplié par environ 4. Les stocks importants seront longs à absorber. **Les transformateurs (meunerie, FAB) qui recherchaient avant 2021 des volumes en refusent désormais.**
- Ce sont les stocks qui font baisser les prix qui ne peuvent être déconnectés d'un marché national (obligation de brader pour les écouler). **On sait que les prix ne vont pas revenir au vert à court terme. Pas avant 2025.**
- Depuis 2021, **les opérateurs français cherchent à exporter les surplus.** Ce qu'ils n'avaient jamais fait jusque-là, puisqu'au contraire ils étaient plutôt importateurs.



Synthèse de la table ronde

- Ces énormes stocks se sont constitués bien plus du fait des volumes issus des nombreuses conversions de ces dernières années qu'à cause de la baisse de la consommation observée depuis 2022. Le développement en grandes cultures bio dans la région a été d'autant plus important que les producteurs y ont été encouragés. Notamment pour préserver les ressources en eau. (déplafonnement CAB par les Agences de l'Eau)
- En parallèle, la suppression de l'aide au maintien (MAB) ne permet pas d'aider les fermes qui sont d'autant plus mises en difficulté.
- Les collecteurs eux aussi sont en difficulté car ils ont d'énormes stocks à financer.



Synthèse de la table ronde

- Constat est fait que la volonté de développer l'agriculture biologique uniquement **par le développement de l'offre aboutit à des situations de crise.**
- Il serait opportun d'avoir **un moyen de maîtriser des volumes** et de rémunérer les producteurs pour autres choses que leurs productions, à savoir les pratiques vertueuses.
- Un coût d'arrêt doit être mis au développement bio pour ne pas mettre les fermes bio en péril. Car **ceux qui, par éthique, ne veulent pas arrêter de pratiquer en bio devront tenir économiquement.**



Synthèse de la table ronde

- Politiquement, la situation est d'autant plus navrante avec le très mauvais signal envoyé récemment par les décideurs : l'écorégime est dilué. Le label bio est presque au même niveau que le HVE. Les producteurs bio n'auront pas d'aide significative pour la reconnaissance des bonnes pratiques.
- Il est primordial de réclamer du **courage politique**.
- La bio doit peut-être s'emparer des PSE (paiements pour services environnementaux), qui peuvent aussi impliquer des privés. L'un des soucis des différents dispositifs réside dans le coût de l'accès, en temps administratif ou en frais d'études ou autres (exemple des plantations de haies). A l'heure actuelle les PSE ne semblent pas être orientés vers la reconnaissance des pratiques de de l'agriculture biologique.
- La réponse doit être **sociétale**, d'un point de vue économique il est compliqué de continuer dans le contexte actuel.



Synthèse de la table ronde

- La crise est telle que les producteurs appellent les collecteurs pour savoir ce qu'ils doivent semer. D'autres vont choisir de remettre en herbe pour ne pas produire des céréales à pertes. **D'autres encore vont se déconvertir.**
- Certes les déconversions vont permettre de résoudre plus rapidement la crise par un écoulement plus rapide des stocks. Mais force est de constater le **gaspillage d'argent public** des aides CAB versées pour rien.
- Il faudrait trouver des synergies pour avoir un soutien sur le long terme. **Les PAT** peuvent être un bon moyen pour ça. Le problème est que très souvent, **cela n'aboutit pas à cause de blocages politiques.** Par exemple un département ayant initié un PAT, n'est plus très sûr de vouloir contraindre ses collègues d'acheter du bio.
- **Les PAT partent aussi souvent sur de mauvaises pistes** : diversifier les fermes pour s'approvisionner. Il faudrait plutôt créer des filières locales.



Synthèse de la table ronde

- Est établi un consensus pour **renforcer la communication** auprès des consommateurs. La présence des paysans dans les rayons est un élément clé. Se tourner également vers l'Agence Bio et les interprofessions pour obtenir les moyens de communiquer de manière efficace. **Cela est d'autant plus nécessaire que le label HVE est venu jeter le trouble.** Le bio n'a pas forcément une bonne image.
- **Labels équitables : de bons outils mais** ce sont les transformateurs secondaires qui se désengagent actuellement. Porteurs de marques, industriels. Enjeu de ne pas multiplier les labels tout de même. Les volumes restent limités.
- **Inverser les choses**, le bio devrait être le conventionnel, avec un « label agriculture chimique » sur les autres produits
- Il est essentiel de **hiérarchiser les enjeux**. La sauvegarde de la biodiversité, le changement climatique, la santé en sont autant auxquels répond l'AB, à mettre en face des difficultés actuelles des uns et des autres (bien réelles néanmoins).

